

Le Test de Résilience et de Stabilité Démocratique du Burkina Faso -La Dynamique et les Flottements/ Dérives politiques de l'Année 2015

1 INTRODUCTION



18 janvier 2014 Les protestations au Burkina Faso
Source: www.voanews.com

Burkinabés se sont rassemblés dans la Capitale Ouagadougou et dans d'autres villes pour protester contre ce qu'ils considèrent comme la concentration du pouvoir politique entre les mains du Président depuis 1987 (centralisation du pouvoir à la présidence). A la base de ces protestations, il y avait des allégations selon lesquelles le Président chercherait à

intégrer à la Constitution en l'an 2000, limite la durée de l'occupation de la fonction présidentielle à deux mandats de cinq ans. Bien que le Président Compaoré n'ait fait aucune déclaration officielle ni émis aucun commentaire concernant son intention de briguer un autre mandat, ses détracteurs affirment qu'il est en train de poser la fondation d'un amendement constitutionnel destiné à prolonger son régime au-delà de 2015.¹

Alors qu'une section de la société Burkinabé ne voit rien de mal à ce que le Président cherche à se présenter aux

Quand, en 1984, la Haute Volta a été rebaptisée 'Burkina Faso', le concept de 'Pays des Hommes Intègres' a lancé une nouvelle promesse pour la stabilité politique et la prospérité économique du pays. Ces espoirs et ces aspirations ont été amplifiés par le déclenchement du processus de démocratisation au cours des quinze (15) dernières années. Ce processus est maintenant mis à l'épreuve au moment où le pays se prépare pour des élections en 2015. Le 18 janvier 2014, Plus de 10.000

changer des dispositions de la Constitution actuelle (en particulier l'article 37) afin de se présenter aux élections de 2015 quand son mandat aura touché à sa fin). Cette disposition,



18 janvier 2014 Les protestations au Burkina Faso
Source: www.presstv.com

¹ Les transitions politiques et les limites du respect des termes tels que stipulés dans les Constitutions des États Africains ont été sources de mécontentement, d'inquiétude et de violence politique dans certains états dans le passé. Un exemple spécifique de cette situation est le cas du Togo où la question de la fin de la fonction du Président actuel demeure un sujet de litige. Le Niger (2009 – 2010), Le Sénégal (2011 – 2012).

RESEAU D'ALERTE PRECOCE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (WARN)

Le Réseau d'Alerte Précoce de l'Afrique de l'Ouest (WARN) fait une partie intégrante du Programme Ouest Africain d'Edification de la Paix, coordonné par le Réseau Ouest Africain d'Edification de la Paix (WANEP). A travers son programme WARN, WANEP prépare le terrain pour un réseau d'alerte précoce et de réponse basé sur la société civile en Afrique, privilégiant la sécurité humaine.

Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), y compris le Cameroun et le Tchad. Au départ, notre concentration portait sur les pays du Bassin du Fleuve Mano; il s'agit des Sierra Leone, Guinée, Liberia et Cote d'Ivoire. Depuis, nous avons étendu pour couvrir l'ensemble de la sous région ouest africaine.

CEDEAO en signant le Protocole d'Entente (PE) dans le cadre du renforcement de la capacité en matière de la Prévention du Conflit. L'un des buts de cet accord est de servir d'interface entre WARN et les Systèmes d'Alerte Précoce de la CEDEAO pour optimiser la prévention de conflit de l'Alerte précoce en Afrique de l'Ouest. A cause de cela, WANEP gère un bureau de liaison dans l'enceinte du Secrétariat de la CEDEAO à Abuja au Nigeria depuis avril 2003.

Depuis 2002, WANEP a conclu un accord avec la

WARN couvre l'ensemble de la sous région de la

En reconnaissance du rôle et des réalisations du Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix (WANEP) dans la prévention des conflits et dans l'édification de la paix en Afrique et particulièrement en Afrique de l'Ouest, le Conseil Economique et Social des Nations Unies lors de sa session substantive de 2006 a octroyé à WANEP le statut consultatif spécial des Nations Unies. WANEP est dès lors mandaté à désigner (nommer) des représentants officiels aux Nations Unies à New York, Genève et Vienne pour renforcer ses stratégies de plaidoyer et de mobilisation pour la paix et la sécurité humaine.

élections de 2015 pourvu que cela se passe dans les limites de la loi, d'autres soutiennent que la Constitution sous sa forme actuelle doit être maintenue et respectée sans un quelconque amendement.

Par ailleurs, le régime du Président Blaise Compaoré a géré et contrôlé avec succès la stabilité et les réformes économiques institutionnelles du pays (stabilité institutionnelle et réformes économiques). Quand en 2011, les protestations populaires ont secoué les bases mêmes du régime, le Président Compaoré a remanié le gouvernement et nommé Luc Adolphe Tiao comme Premier Ministre. Les élections municipales et législatives de décembre 2012 qui ont été organisées avec succès ont renforcé la représentation politique de l'Opposition bien que le Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP) ait continué de détenir une majorité confortable (organisées avec succès, les élections municipales et législatives de décembre 2012 ont renforcé la représentation politique de l'opposition bien que le Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP) continue de détenir une majorité confortable). Les événements et la dynamique politiques internes actuels viennent à point nommé pour mettre à l'épreuve la résilience et la stabilité du Burkina Faso depuis l'accession du pays à l'indépendance en 1960. Il est important de faire remarquer que les rôles de premier plan que le Président Blaise Compaoré a joués dans nombre d'efforts de médiation dans la sous-région – médiations au cours desquelles il a rappelé à ses anciens pairs l'importance du respect des Constitutions - continuent de susciter la reconnaissance de ces derniers.

Ce dossier de politique est destiné à analyser la polémique et la dynamique de ces indicateurs (à l'instabilité politique) d'instabilité politique, leur implication pour la paix dans une région déjà empêtrée dans de nombreux accrochages et offrant des options pour des actions de collaboration et d'engagement.

2 LE CONTEXTE HISTORIQUE

Les Nations-Unies classent le Burkina Faso comme le cinquième pays le moins



Source: Getty Images

développé du monde, même s'il demeure le principal producteur de coton en Afrique Subsaharienne avec des signes de présence d'autres ressources naturelles dont l'or en quantité commerciale. Depuis son indépendance vis-à-vis de la France en 1960, le Burkina Faso a connu l'instabilité politique, le pouvoir ayant changé plusieurs fois de main à travers une série de coups d'état, dont ce que beaucoup appellent «La Révolution Inspirée» de 1983 qui a installé Thomas Sankara comme président.

C'est à cette période de son histoire que le Président Sankara a rebaptisé la République de Haute Volta de son nom actuel de 'Burkina Faso' ou «Pays des Hommes Intègres». Le 15 octobre 1987, le Président Sankara a été tué dans un coup d'état qui a porté au pouvoir le Président actuel Blaise Compaoré qui a assumé les plus hautes charges dans le Gouvernement de Sankara et qui, à ce qu'on dit, aurait été un ami d'enfance de ce dernier. Depuis lors, le Président Blaise Compaoré a gouverné le pays.

A la suite de séries de protestations, le Président Compaoré a initié une libéralisation politique en 1990, autorisant la décentralisation du pouvoir et des réformes constitutionnelles. Il convient de noter que le gouvernement n'a pas encouragé l'organisation d'une Conférence Nationale avec l'Opposition ; il a procédé à l'élaboration d'une nouvelle Constitution pour des élections multipartistes, selon ses propres termes. La Constitution a été approuvée à travers un référendum en 1991, quoiqu'avec une faible

participation. Les partis d'Opposition ont boycotté l'élection présidentielle de décembre 1991, ainsi le Président Compaoré s'est présenté sans concurrent, l'emportant avec une participation électorale de 25 pour cent.

L'alliance au pouvoir a également dominé l'élection législative de 1991 avec le parti Organisation pour la Démocratie Populaire- Mouvement du Travail (ODP-MT) gagnant 78 des 107 sièges à l'Assemblée Nationale et l'Opposition divisée gagnant seulement 23 sièges. En 1996, l'ODP-MT a avalé plusieurs partis de moindre importance (dont certains partis d'opposition) et a formé le nouveau Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP). Avec le pouvoir lié à sa charge et les ressources importantes à sa disposition, le CDP a dominé l'élection législative de 1997, gagnant 101 des 111 sièges. Le Président Compaoré a été réélu en 1998 avec une participation de 56 pour cent et 87 pour cent des voix, en dépit du fait que certains partis d'opposition aient boycotté les élections. Avec cette victoire, le Président Compaoré a été investi pour un mandat de cinq ans en tant que président civil démocratiquement élu.

Comme stipulé dans la Constitution originale, le président n'était rééligible qu'une fois ; cette disposition constitutionnelle a été changée pour lui permettre d'être réélu pour un mandat indéterminé. Suite aux protestations publiques, cet amendement a été révisé en 2000 de sorte que tout président ne peut désormais être réélu qu'une fois pour un deuxième et ultime mandat. Malgré les protestations d'autres candidats présidentiels, la Cour Constitutionnelle a ordonné en octobre 2005 que l'amendement n'aurait pas un effet rétroactif sur le Président



Source: www.jbrussellimages.com

Compaoré qui était le président au pouvoir en 2000. Par conséquent, la disposition pour deux mandats présidentiels seulement ne serait effective qu'à la fin du deuxième mandat du président ; de ce fait, préparant le terrain pour sa candidature à l'élection de 2005. Le 13 novembre, le Président Compaoré a été réélu avec une majorité écrasante, en grande partie en raison des divisions au sein de l'Opposition. Cinq ans après, au cours des élections présidentielles de novembre 2010, le Président Compaoré a été réélu pour un autre mandat au cours d'une élection où seulement 1.6 million de personnes ont voté, sur une population totale qui est 10 fois supérieure à celle des électeurs potentiels.

3 LA POLÉMIQUE, LA DYNAMIQUE ET LES ENJEUX DU CONFLIT ACTUEL

Les troubles politiques ont commencé à gagner le pays autour de l'année 2011, quand les dissensions publiques ont commencé à se manifester à propos des difficultés économiques, du manque de participation des autres partis au gouvernement, des questions non résolues dont l'incapacité du gouvernement à conclure d'une manière convaincante les enquêtes et les poursuites judiciaires contre les assassins du Journaliste Norbert Zongo. Cela a conduit à une mutinerie contre le gouvernement au sein de l'armée et à une série subséquente de marches et de grèves de protestation organisées par la main-d'œuvre syndiquée, les OSCs et les étudiants. D'autres signes de faiblesses du gouvernement serait perçu avec des fissures au sein du parti au pouvoir dont des menaces et des démissions effectives de certains leaders influents du parti

Dans le contexte politique actuel, il y a deux principaux sujets de préoccupation selon les perspectives des acteurs majeurs au nombre desquels l'Opposition et les élites politiques du Burkina Faso. D'une part, il y a la perception que le Président Compaoré

essaie de manipuler la Constitution pour lui permettre de se porter encore candidat aux prochaines élections présidentielles de 2015. D'autre part, la création d'un Sénat dont le président désigne 32.5 pour cent des membres est perçue par les partis d'Opposition comme un stratagème pour modifier la Constitution sous l'apparence « de Représentants de la population », ce qui, en effet, ira à l'avantage du régime en place. Entre autres polémiques et dynamiques de cette situation, l'on peut citer :

- **La Manœuvre Politique autour de la Clause 37 de la Constitution :**

Pour la seconde fois au cours de la Quatrième République, l'article 37 est au cœur des inquiétudes politiques de la classe politique burkinabé. En effet, le 27 février 1997, le CDP, prenant appui sur sa majorité écrasante au Parlement, a abrogé la clause sur la limitation du nombre de mandats prévue dans la Constitution de 1999. Cette révision de l'article 37 de la Constitution, qui limite actuellement la durée de la fonction présidentielle à deux mandats de cinq ans seulement, est fortement combattue aussi bien par quelques partis politiques que par une partie de l'électorat. L'agitation contre la modification de la clause 37 de la Constitution se fonde sur les raisons de l'approbation des deux mandats de cinq ans de 2005 qui ont permis au Président Compaoré de déposer encore sa candidature en dépit de ses deux décennies environ passées au poste présidentiel à l'époque. Dans ce cas-ci, l'opposition et l'élite politiques sont catégoriques et résolues à combattre toute tentative de modification de la Constitution.

- **Mettre en place un Sénat :** Un autre sujet de préoccupation pour l'Opposition est le projet de créer au Burkina Faso un Sénat doté du pouvoir potentiel de modifier la Constitution. Bien que le Conseil Consultatif sur les Réformes Politiques – (CCRP) ait favorisé la mise en place d'un Sénat, il a rencontré une ferme opposition de la part de la majorité de la Société Civile, de l'Église Catholique et des partis politiques d'opposition. La mise en place du Sénat a été considérée comme inopportune et soupçonnée de cacher

un motif secret. L'opposition a également soutenu que la création du Sénat fera empirer les déficits budgétaires. Le gouvernement et les partisans de la création du Sénat perçoivent cette nouvelle institution comme un moyen d'impliquer tous les divers groupes socioprofessionnels dans les processus législatifs du pays. En raison de cette dynamique, il semble qu'il y a une croissante perte de confiance dans le fonctionnement du gouvernement avec des implications pour la déstabilisation politique potentielle dans la préparation aux élections.

4 IMPLICATIONS POUR LES ÉLECTIONS DE 2015 ET POUR LA RÉGION

I. Effet d'instabilité politique sur les pays voisins:

Une période d'instabilité au Burkina Faso pourrait s'avérer désastreuse pour d'autres pays de la région, en particulier pour la Côte d'Ivoire voisine qui doit organiser des élections dans la même période. La Côte d'Ivoire a déjà une importante population de Burkinabé dont la présence est souvent mal supportée par une frange de la population ivoirienne. Si d'avantage d'immigrés Burkinabé entrent dans le pays, cela pourrait s'avérer politiquement nocif. D'ailleurs, avec les inquiétudes qui entourent les élections ivoiriennes en raison des tensions ethniques non résolues (autour de la question d'Ivoirité), l'instabilité au Burkina serait difficile à contrôler.

II. Extrémisme Violent et Prolifération de Rebelles:

Dans une région déjà empêtrée dans divers niveaux d'insécurité dont, entre autres, des insurrections dans la Région du Sahel avec la tendance à intensifier l'extrémisme violent, le radicalisme et la piraterie dans le Golfe de Guinée, l'instabilité politique du Burkina Faso pourrait fournir davantage de raisons pour l'extension des insurrections et la détérioration rapide de la sécurité humaine dans la région. Ensuite, la

présence d'une jeunesse considérable sans emploi et la prolifération d'armes de petits calibres dans une région qui a une histoire récente de guerres civiles, offrent une terre fertile pour le recrutement des extrémistes et des rebelles favorisant une escalade de l'insécurité dans la sous-région.

III. Les Relations Multilatérales, le Processus Électoral et l'Économie:

L'économie du Burkina Faso dépend en grande partie du financement des bailleurs de fonds et de l'aide étrangère. L'ONU classe le pays comme le cinquième pays le plus pauvre au monde. Au cas où le Président Blaise Compaoré briguerait les élections de 2015 indépendamment des dissensions politiques internes, la CEDEAO et le reste de la Communauté Internationale pourraient prendre des sanctions contre le pays. Cela pourrait compromettre le processus électoral du fait du manque de financement et avoir des répercussions désagréables sur l'économie et sur l'ensemble des habitants.

IV. Une intensification des clivages ethniques:

Indépendamment de ses défis politiques et économiques internes, la prestation du Burkina Faso en termes de coexistence pacifique des divers groupes ethniques et de cohésion sociale a été louable. Si l'on prend en compte les 26 ans de pouvoir du Président Blaise Compaoré, originaire de l'un des groupes ethniques dominants, des ressentiments politiques pourraient être exploités pour devenir ethnocentriques. Ceci pourrait devenir le point de départ de clivages et de tensions interethniques qui pourraient former une dimension latente de la crise. Le coup d'état du 15 octobre 1987 qui a coûté la vie au Président Sankara fournit l'élan pour la mobilisation même autour de lignes ethniques. L'implication de tous ces facteurs dans la préparation des élections de 2015 pourrait être difficile à gérer, recelant le potentiel d'une crise postélectorale prolongée accompagnée de clivages ethniques.

V. L'impact sur le Processus de Médiation de la CEDEAO dans la région:

Pendant la décennie écoulée, le Président Compaoré a conduit des

processus de médiation de la CEDEAO et a joué un rôle essentiel dans l'architecture de la paix et de la sécurité dans la région. Il a confirmé les normes et les valeurs des traités de la CEDEAO. Les plus remarquables sont les crises politiques en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Mali dans lesquelles la CEDEAO et l'Union Africaine lui ont donné le mandat de médiateur principal. Au cas où le Président Compaoré doit se présenter comme candidat aux élections de 2015 après 26 ans de pouvoir, son rôle de médiateur pourrait s'avérer contraire aux principes et aux normes du Protocole sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance de la CEDEAO de 2001 ainsi qu'à l'Acte Constitutif de l'Union Africaine de 2002 avec des implications sur les efforts de médiation en cours de la CEDEAO dans la région.

5 SCÉNARIOS

En nous fondant sur l'analyse précédente, nous prévoyons les scénarios suivants dans la dynamique politique du Burkina Faso.

I. Scénario du meilleur des cas

• **La Communauté Internationale**, y compris les pairs du Président Compaoré de la région de la CEDEAO, réussissent à le persuader de faire des déclarations catégoriques qui mettent fin aux spéculations sur son intention de se présenter encore aux élections de 2015 ; une situation équitable pour tous les candidats est créée en vue d'une élection et d'un transfert de pouvoir sans heurts ; les références démocratiques du Burkina Faso gagnent en reconnaissance internationale et le pays s'engage dans la voie du développement économique (*moins probable*)

• Le **Président Compaoré** est persuadé par ses pairs de la région de la CEDEAO de maintenir son rôle inestimable de médiation dans la région et accepter davantage de rôles de médiation en tant qu'ancien président et vétéran des Chefs d'Etat, non pas du Burkina Faso seul, mais aussi de la région de l'Afrique de l'Ouest dans son ensemble ; il accepte cette offre et accepte de ne pas se présenter à l'élection en 2015 ; Les élections ont lieu dans un environnement paisible et la transition se déroule sans heurts (*probable*)

II. Scénario du Cas Réaliste

• **La Constitution** est modifiée par le nouveau Sénat, donnant au Président Compaoré « légitimité » pour briguer encore les élections; il bénéficie du soutien de son parti, renforcé par le parrainage ethnique et politique. En dépit de la pression de ses pairs, il se présente aux élections et gagne au milieu des manifestations de protestation et du boycott des élections par les autres partis politiques. La transition du pays est gérée grâce à l'intervention de la CEDEAO soutenue par la Communauté Internationale ; les partis lésés sont encouragés à chercher réparation devant les tribunaux (*probable*)

• **L'article 37** est modifié pour permettre au Président Compaoré de se présenter aux élections de 2015 ; les partis politiques d'Opposition boycottent les élections ; le président enregistre une « victoire écrasante » et persuade certains leaders de partis d'opposition à former un gouvernement d'union nationale (*probable*)



Mali's Ansar Dine Meets With ECOWAS Mediators
Source: www.voanews.com

III. Scénario du pire des cas

- **Le Sénat** est inauguré malgré le tollé général ; il (Le Sénat) modifie l'article 37 de la Constitution et prépare le terrain pour que le Président Compaoré puisse briguer une nouvelle élection. La tension politique et sociale du processus électoral crée un environnement qui n'est pas propice à l'organisation d'élections ; La CEDEAO évalue la situation et arrive à la conclusion qu'il s'agit là d'une menace à la paix et à la sécurité régionale; ainsi avec le soutien de la Communauté internationale, elle intervient pour arranger une transition menant à l'organisation d'élections crédibles (*très probable*)

- L'insistance du **Président Compaoré** à participer à la compétition électorale en 2015 indispose la Communauté Internationale qui lui retire son soutien pour les élections de 2015; La CEDEAO décide de ne pas surveiller l'élection et convainc l'Union Africaine de faire de même ; les élections sont organisées malgré un financement et une préparation insuffisants ; l'élection manque de légitimité et de reconnaissance. L'environnement politique se dégrade et l'économie de Burkina Faso se détériore, augmentant l'inquiétude et la tension publiques qui continuent de monter jusqu'à ce qu'il y ait un effondrement du système légal et de l'ordre (*probable*)

- La Communauté Internationale organise un véritable dialogue à plusieurs niveaux, une table ronde des principaux acteurs au cours de laquelle toutes les questions politiques peuvent être discutées en vue de faire avancer l'intérêt national et de réviser périodiquement les résultats et les engagements.

- La CEDEAO met le Burkina Faso au nombre des pays qui méritent une attention spéciale et cherche des mises à jour à partir du Système d'Alerte Précoce de la CEDEAO (ECOWARN) ainsi que du Système National d'Alerte Précoce de WANEP (NEWS) sur les événements et les changements qui se produisent dans le pays afin d'optimiser la souplesse de sa stratégie et d'assurer une réaction qui tombe à point nommé.

- la CEDEAO et la Communauté Internationale entreprennent d'établir une mission d'observation à long terme du processus électoral et en cas de besoin, de fournir l'assistance technique.

b) Le Gouvernement

- Le gouvernement doit calmer l'inquiétude de la population à propos de la tension soulevée par la modification de l'article 37 et confirmer son engagement à organiser des élections libres, justes et transparentes en 2015

- Organiser une série d'activités de sensibilisation du public à travers l'éducation civique, les médias et d'autres institutions sur les dangers et les implications des tensions et des conflits ethno-politiques, en particulier sur l'économie du pays

- Être inclusif (solliciter régulièrement la participation de l'Opposition) dans les activités de préparation et dans le processus des élections de 2015

- Offrir un terrain équitable pour tous les partis politiques pour organiser leurs activités sans obstacle ni intimidation

- Fournir une sécurité intérieure adéquate et gérer convenablement les frontières afin d'empêcher des incursions potentielles des groupes d'insurrection

- Le gouvernement et les partis politiques de l'opposition doivent

organiser des programmes publics conjoints sur la nécessité d'une politique qui n'est pas fondée sur l'identité ainsi qu'une élection exempte de toute violence pendant les primaires et pendant les élections générales.

c) Les Organisations de la Société Civile (OSC)

- Les OSCs doivent mettre en place un mécanisme de coopération par lequel elles peuvent surveiller le processus électoral et jouer des rôles intermédiaires en vue d'élections libres et équitables. Des systèmes comme le mécanisme national d'alerte précoce de WANEP pour le suivi et la réponse face aux activités violentes lors des étapes avant, pendant et après les élections doivent être confortés. Davantage d'OSC dont les Groupes de femmes et les groupes de jeunes doivent intensifier leurs efforts de sensibilisation au niveau communautaire sur la nécessité de résoudre toutes les réclamations par des voies légales.

- Les OSCs doivent prendre le devant des efforts de mise en place d'une infrastructure nationale de la paix (impliquant des leaders traditionnels, des leaders religieux et d'autres acteurs majeurs) ayant un niveau élevé de respect et d'autorité morale en tant que tiers dans la médiation des conflits politiques. L'on doit fournir à ce groupe des rapports d'alerte précoce du Système d'Alerte Précoce de la CEDEAO (ECOWARN) ainsi que du Système National d'Alerte Précoce de WANEP (NEWS) afin qu'il puisse réagir en conséquence.

- Les médias doivent intensifier leurs efforts et attirer l'attention sur les questions identifiées dans le processus politique en rapportant objectivement les principaux événements et en concentrant l'attention sur les préoccupations majeures affectant la paix, la stabilité et l'unité du Burkina Faso.

6 OPTIONS DE RÉPONSES

a) La CEDEAO et la Communauté Internationale

- La CEDEAO lance une diplomatie préventive comprenant, entre autres, une pression de la part de ses pairs pour persuader le Président Compaoré de ne pas se présenter aux élections de 2015 et de faire une déclaration catégorique à ce propos pour rassurer la population et la Communauté Internationale de son engagement en faveur d'un processus de transition libre et équitable.

7 CONCLUSION

Le contexte politique actuel au Burkina Faso est un sujet d'inquiétude pour WANEP et pour d'autres OSCs dans la région et au-delà. Les tensions autour des amendements constitutionnels et des transitions, l'intolérance politique, la politique fondée sur l'identité ainsi que le manque d'institutions chargées de gérer les réclamations sont des évidences dans la perspective des élections. En 2014, tous les efforts doivent être déployés pour assurer une transition paisible et la prévention de la violence liée aux élections en 2015 au Burkina Faso. C'est la seule manière d'affirmer la signification de 'Burkina Faso', à savoir : 'Le Pays des Hommes Intègres.' Le potentiel du pays pour maintenir la stabilité politique, la cohésion sociale et le développement économique ne peut être renforcé qu'avec la production croissante du coton et l'acquisition de nouveaux

revenus par l'exploitation des ressources naturelles.

Il est possible que le Burkina Faso vienne à bout de cette épreuve qui se dresse devant l'approfondissement de sa démocratie et l'ordre constitutionnel. Il peut le démontrer dans sa résilience pour surmonter les défis actuels et pour assurer une transition démocratique paisible en 2015. Nous croyons que si les divers acteurs majeurs prennent des mesures pour mettre en application les recommandations de politique mentionnées ci-dessus, la réalisation des scénarios du meilleur cas sera possible et les Burkinabés prendront une mesure importante dans l'histoire pour démontrer au monde que le pays dispose de capacités internes pour contrôler des différences politiques tout en continuant d'agrandir ses frontières dans le concert des nations.



Building Relationships for Peace

Produit par : **Le Centre Observatoire de Paix de WANEP** avec les données collectées par **le Système National d'Alerte Précoce de WANEP Burkina Faso**

Pour les renseignements, adressez-vous à : **Emmanuel Bombande**, Directeur Exécutif, WANEP, P.O. Box CT 4434, Accra, Ghana.

Email: ebombande@wanep.org, wanep@wanep.org, Tel: +233 302 775 975/77; Fax: +233 302 776 018.

Website : www.wanep.org ; www.wanepbenin.org Design & Mise en Page : Kwesi Enchill